

JEAN-CLAUDE GRUFFAT

Vice-Chairman de la Fondation américaine de l'Hôpital américain, membre du Leadership Council de United Way Worldwide, président du Competitive Enterprise Institute

Jim Bitterman, correspondant européen de CNN à Paris

Je voudrais maintenant me tourner vers Jean-Claude Gruffat, en ligne depuis les États-Unis, qui est un observateur de longue date de la politique étrangère et de la politique intérieure américaines.

Jean-Claude Gruffat

Bonjour, c'est un plaisir pour moi de m'adresser à vous aujourd'hui et d'écouter les intervenants qui m'ont précédé. Je suis désolé de ne pas avoir pu venir à Abou Dabi, mais je suis heureux de pouvoir au moins passer un peu de temps avec vous.

Je voudrais parler tout d'abord des élections de mi-mandat. Vous avez entendu mes amis démocrates du panel évoquer le fait que les résultats de ce scrutin n'étaient pas vraiment ceux auxquels nous nous attendions, qu'il n'y a pas eu de déferlement, de vague ou de tsunami des républicains. Ce qui a été dit correspond parfaitement à la réalité. Prenons par exemple un État comme la Floride, où le gouverneur DeSantis a été réélu avec une avance de 20 %, alors qu'il a été élu de justesse aux dernières élections. Au Texas ou en Géorgie, comme l'a dit l'un des intervenants, ce n'est pas véritablement une défaite pour les républicains, c'est une défaite pour Trump, cela paraît plutôt évident. Même dans mon État de New York, les républicains ont considérablement progressé, et nous en discussions justement il y a quelques jours. Donc, à l'issue des élections de mi-mandat, nous avons une légère majorité de républicains à la Chambre et une légère majorité de démocrates au Sénat. Voyons maintenant, quel est l'impact sur la politique étrangère ?

Je vais m'abstenir de faire de prédictions, je veux simplement exposer deux points qui, selon moi, sont le résultat le plus important de ces élections. Premièrement, les États-Unis ont largement tiré avantage du conflit entre la Russie et l'Ukraine. Certes, les États-Unis et l'administration Biden ont soutenu l'administration Zelensky dès le début de la guerre par une aide financière et militaire massive, mais les États-Unis en ont largement tiré avantage pour diverses raisons. Tout d'abord, et en grande partie grâce à la précédente administration, les États-Unis sont pratiquement indépendants sur le plan énergétique et exportent du GNL vers l'Europe, comme vous le savez, et en tirent profit. La disponibilité d'une énergie meilleur marché a également pour effet d'attirer les investisseurs aux États-Unis. Quelques entreprises européennes ont déjà transféré certaines de leurs activités de l'Europe vers les États-Unis afin de bénéficier des subventions et des incitations fiscales que l'administration Biden accorde aux entreprises qui opèrent aux États-Unis. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de l'Inflation Reduction Act qui, je suis d'accord avec les autres intervenants, ne vise pas

réellement à réduire l'inflation, mais constitue purement et simplement une autre forme de protectionnisme. Cette loi profite non seulement aux États-Unis, mais aussi à nos partenaires d'Amérique du Nord, comme le Canada et le Mexique. Par ailleurs, les demandes répétées de contribution accrue à la défense formulées par les précédentes administrations, qu'il s'agisse d'Obama ou de Trump, et par Biden trouvent maintenant un écho en Europe, où plusieurs pays ont annoncé qu'ils allaient augmenter leurs dépenses de défense, à commencer par l'Allemagne. Les États-Unis sont gagnants car des pays comme l'Allemagne n'achètent pas d'équipements européens à la France ou ne forment pas d'alliances ou de coentreprises, ils achètent des F35 aux États-Unis. C'est donc un autre avantage pour les États-Unis. L'OTAN, que les précédentes administrations avaient remise en question, sort renforcée avec l'adhésion de la Suède et de la Finlande, ce qui aurait été impensable sans la guerre en Ukraine. Le constat est donc clair : les États-Unis ont largement tiré avantage de ce conflit en Europe, c'est la réalité.

Le deuxième point que je voudrais aborder concerne les changements de politique étrangère qui pourraient intervenir à la suite de la prise de contrôle de la Chambre des représentants par les républicains. Comme vous le savez, la Chambre des représentants tient les cordons de la bourse, elle contrôle les finances. Si l'administration Biden veut faire passer une loi et veut plus d'argent, elle doit l'obtenir du Congrès et le Congrès commence par la Chambre des représentants. Sans une majorité à la Chambre des représentants, aucune dépense ne sera effectuée, aucune dépense ne sera autorisée. Je dois vous rappeler qu'il existe une tradition d'isolationnisme aux États-Unis, qui a vu le jour il y a de nombreuses années et qui est toujours vivace, à gauche comme à droite, ce n'est pas seulement un côté de l'échiquier. Vous avez la branche libertarienne du parti républicain, représentée par le sénateur Rand Paul, qui par exemple s'est toujours opposé à l'intervention en Afghanistan, mais aussi dans une large mesure à l'intervention en Ukraine. Il est l'un des rares sénateurs à s'être opposé à l'aide de 40 milliards de dollars votée en mai 2022, faisant valoir que nous ne devrions pas dépenser l'argent que nous n'avons pas, et que nous devrions dépenser cet argent, si du moins nous pouvons l'obtenir, sur des questions intérieures au lieu de le dépenser loin de chez nous sans aucun avantage direct pour la sécurité des États-Unis.

Son argument est que nous avons dépensé de l'argent que nous n'avons pas, et que nous avons emprunté à la Chine. Un mot à ce sujet car beaucoup d'idées fausses circulent sur l'impact de l'implication de la Chine dans la dette des États-Unis. Comme vous le savez, les États-Unis ont 31 000 milliards de dollars de dette, dont 6 ou 7 000 milliards de dollars sont réellement détenus par des agences gouvernementales, la sécurité sociale, le système de la Réserve fédérale ; les 24 000 milliards de dollars restants sont plus ou moins détenus par le public et une partie est détenue par des étrangers. Le pourcentage de la dette publique des États-Unis détenu par des étrangers est beaucoup moins élevé qu'en France, par exemple. En France, elle est détenue à plus de 50 % par des étrangers contre 30 % seulement aux États-Unis, et les Chinois représentent moins de 1 000 milliards de dollars aujourd'hui. Contrairement à ce que beaucoup de gens pensent, les Chinois ne sont pas les plus grands détenteurs de la dette américaine. Ce sont maintenant les Japonais avec 1 300 milliards de dollars. Nous ne sommes pas si dépendants de la Chine, et c'est un élément à prendre en compte lorsque nous discutons de la relation globale. Je ne vais pas parler de la Chine, je sais que certains des intervenants l'ont déjà fait.



En ce qui concerne la politique étrangère, vous vous souvenez que lorsque Biden a été élu, il a déclaré qu'il aurait une politique étrangère pour la classe moyenne et je n'ai pas vraiment compris ce qu'il voulait dire, mais peut-être que certains d'entre vous pourraient m'éclairer. En fait, je n'ai pas vu beaucoup de changements de politique à ce jour, si ce n'est le retour des États-Unis dans l'accord de Paris et les tentatives ratées de ressusciter le JCPOA. Certes, une attention accrue a été portée aux droits humains, il y a eu cette première réunion avec les Chinois en Alaska qui a été un désastre. Il y a eu le retrait d'Afghanistan et je maintiens que cela a été fait d'une manière épouvantable et nous sommes nombreux à penser que cela aurait pu être bien mieux géré. En fait, la mauvaise gestion du retrait d'Afghanistan mi-2021 par l'administration Biden a fortement mis à mal la confiance de certains alliés dans les États-Unis. Cela a certainement eu un impact sur la position de la Chine à l'égard de Taïwan. L'administration Biden a beau dire qu'elle soutiendra et défendra Taïwan, on peut se demander comment cela sera mis en œuvre si, Dieu nous en préserve, la Chine entreprend d'envahir Taïwan.

Je vais m'arrêter là. J'aurais probablement pu aborder d'autres sujets, mais je tenais juste à vous donner ce point de vue neutre sur le fait que les États-Unis ont largement tiré avantage de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. En même temps, nous entrons dans une période plus délicate et nous pourrions voir l'impact de cette cohabitation qui, en fin de compte, est une caractéristique des États-Unis.

Jim Bitterman

Merci beaucoup, Jean-Claude. Vos commentaires étaient intéressants, notamment sur la dette, je n'en avais aucune idée.